Arrestation d'une dizaine de "comploteurs" au sein de l'armée burundaise

PANA, 30/01/2010 Bujumbura, Burundi - Un officier et douze soldats subalternes ont été arrêtés vendredi soir sur une plage du lac Tanganyika bordant la capitale burundaise, en pleine séance de planification d'une "tentative de déstabilisation des institutions de la République", a-t-on appris samedi à Bujumbura de source militaires. Selon le chef d'État-major général de la Force de défense nationale (FDN), le général Godefroid Niyombare, des "documents compromettants et accablants" ont été saisis sur le groupe de militaires, qui appartiendrait à des unités différentes de l'armée burundaise.

Le haut responsable de la FDN, qui a supervisé lui-même l'opération de neutralisation des présumés comploteurs, a laissé entendre que d'autres arrestations au sein de la FDN ne seraient pas exclues à l'issue des interrogatoires en cours pour connaître les tenants et les aboutissants de cette "tentative d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État". Il s'agirait il est dit de la seconde tentative de déstabilisation des institutions de la République au cours de ces cinq dernières années de pouvoir du chef de l'État burundais, Pierre Nkurunziza. La première velléité de putsch avait été attribuée à l'ancien président de la République, Domitien Ndayizeye, et son ex-adjoint Alphonse-Marie Kadege, en 2006, avant que la justice ne les lave de tout soupçon au bout de plusieurs mois de prison. Du côté de l'opposition, plusieurs voix se sont élevées samedi pour dénoncer un "montage" réalisé par le pouvoir en place pour atteindre ses adversaires politiques. L'incident survient en pleine préparation des deuxièmes élections générales post-conflit, prévues pour cet été dans le pays. Un grand malaise social a par ailleurs régné ces derniers temps au sein des Forces de défense et de sécurité sur fond de revendication de meilleures conditions de vie. Des responsables du Mouvement pour la solidarité et le développement (MSD) ont été mis en cause dans l'entretien d'un climat malsain visant le soulèvement des corps de défense et de sécurité nationale à des fins inavouées avant que le jeune parti politique de l'opposition radicale ne monte son tour au créneau pour démentir les "allégations du pouvoir".